



## **Pouvoir Adjudicateur**

CHU TOULOUSE  
2 Rue Viguerie  
31000 TOULOUSE

**REALISATION DES TRAVAUX D'ENTRETIEN (hors maintenance) DANS LES LOCAUX ET SITES DES ETABLISSEMENTS MEMBRES DU GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE DE LA HAUTE-GARONNE ET DU TARN-OUEST, SAUF CH LAVAUUR, CHCP et Hôpitaux de Luchon**

## **Secteur Géographique A & B**

# **C.C.T.P.**

## **PRESCRIPTIONS COMMUNES**

### **LOTS N°1 A 16**

## **Maître d'ouvrage**

Zone A	Zone B
Purpan	Rangueil
Ecole Régionale de Santé (PREFMS)	Larrey
Hôpital Garonne dont Ancely	Logipharma
CAMSP	Centre de soins dentaire
CH Muret (tous sites)	CH G. Marchant (tous sites)
La Grave – Hôtel Dieu	Oncopole
Chapitre (dont blanchisserie)	Salies-du-Salat
Zone C	
Tous sites	

## SOMMAIRE

<b>CHAPITRE 1.</b>	<b>OBJET .....</b>	<b>3</b>
<b>CHAPITRE 2.</b>	<b>CONSISTANCE DES LOTS .....</b>	<b>4</b>
<b>CHAPITRE 3.</b>	<b>PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES LOTS .....</b>	<b>5</b>
3.1	Conditions generales d'Exécution des travaux .....	5
3.1.1	Conditions d'exécution .....	5
3.1.2	Contrôleur technique .....	5
3.1.3	Coordonnateur sécurité.....	5
3.1.4	Coordonnateur SSI.....	5
3.2	Réception des travaux .....	6
3.2.1	Organisme de contrôle.....	6
3.2.2	Opérations préalables à la réception des travaux.....	6
3.3	Formation aux utilisateurs .....	6
3.4	contenu des doe.....	6
3.5	Conditions générales d'exécution des travaux .....	7
3.5.1	Alimentation du chantier .....	7
3.5.2	Sécurité hygiène .....	7
3.5.3	Nuisance et propreté .....	8
3.5.4	Evacuation des gravats .....	9
3.5.5	Installation de chantier .....	9
3.5.6	Horaires.....	10
3.5.7	Sécurité technique .....	10
3.6	Sécurité incendie.....	10
3.6.1	Conditions particulières de réalisation des travaux .....	10
3.6.2	Permis feu.....	10
3.6.3	Interdiction de fumer.....	10
3.7	Eléments de fixation .....	10
3.8	Interventions sur les réseaux de l'hôpital .....	11
3.9	Interventions ou accès particuliers .....	11
3.10	Limites d'intervention .....	12
<b>CHAPITRE 4.</b>	<b>ANNEXE 1 : DOCUMENTS SECURITE INCENDIE .....</b>	<b>13</b>
<b>CHAPITRE 5.</b>	<b>ANNEXE 2 : ATTESTATION DE MISE EN ŒUVRE .....</b>	<b>15</b>
<b>CHAPITRE 6.</b>	<b>ANNEXE 3 : ECLAIRAGE DE SECURITE.....</b>	<b>17</b>
<b>CHAPITRE 7.</b>	<b>ANNEXE 4 : ATTESTATION DE RESTITUTION DU DEGRE DE RESISTANCE AU FEU</b>	<b>18</b>

## **CHAPITRE 1. OBJET**

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) est un référentiel général de prescriptions techniques et d'exigences communes à tous les lots.

L'ensemble des établissements de l'établissement de Toulouse est concerné par ces prestations.

Les prescriptions générales communes à tous les lots peuvent être complétées et précisées dans les pièces spécifiques à chacun des lots (CCTP, bordereau de prix unitaires). Dans le cas de contradictions entre deux pièces le titulaire est réputé avoir établi son offre en prenant en compte la prescription la plus contraignante.

## CHAPITRE 2. CONSISTANCE DES LOTS

L'accord-cadre est divisé en 3 zones géographiques appelées A, B et C, définies ci-dessous, chacune d'elle étant divisée en plusieurs lots.

La zone A concerne les sites suivants : Purpan, Ecole Régionale de Santé (PREFMS), Hôpital Garonne dont Ancely, CAMSP, CH Muret (tous sites), La Grave-Hôtel Dieu, Chapitre (dont blanchisserie), CMP, logements de fonction.

La zone B concerne les sites suivants : Ranguel, Larrey, Logipharma, Centre de soins dentaires, CH G. Marchant (tous sites), Oncopole. Salies-du-Salat.

La zone C concerne tous les sites.

Pour chaque zone, les lots sont les suivants :

Zone A		Zone B		Zone C	
Numéro de lot	Désignation	Numéro de lot	Désignation	Numéro de lot	Désignation
<b>1</b>	Plâtrerie/Faux-plafond	<b>5</b>	Plâtrerie/Faux-plafond	<b>9</b>	Gros œuvre/Charpente/Couverture/Etanchéité/Démolition
<b>2</b>	Menuiserie intérieure	<b>6</b>	Menuiserie intérieure	<b>10</b>	Désamiantage - curage
<b>3</b>	Peinture et revêtements de sols souples et durs	<b>7</b>	Peinture et revêtements de sols souples et durs	<b>11</b>	Portes automatiques fermetures
<b>4</b>	Electricité CFo/CFa/SSI	<b>8</b>	Electricité CFo/CFa/SSI	<b>12</b>	Menuiseries extérieures/Serrurerie aluminium
				<b>13</b>	Voirie
				<b>14</b>	Réseaux enterrés
				<b>15</b>	Gaz médicaux
				<b>16</b>	Signalétique extérieure

## CHAPITRE 3. PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES LOTS

### 3.1 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DES TRAVAUX

#### 3.1.1 Conditions d'exécution

L'attention des entreprises est particulièrement attirée sur les sujétions propres à l'exécution des travaux dans l'enceinte de l'hôpital.

L'entrepreneur devra porter à la connaissance de son personnel les consignes et obligations du règlement intérieur de l'établissement et veiller au respect de ces dernières.

L'entrepreneur devra se conformer aux obligations du Plan de prévention renseigné conjointement avec les responsables techniques de l'établissement et au respect de l'application des notes du CLIN, documents joints en annexe.

L'entreprise a à sa charge la fourniture et présentation de l'ensemble des échantillons des produits préconisés sachant que seuls les produits ayant été approuvés par le Maître d'œuvre devront être posés.

Dans le cas où des produits différents des choix du maître d'œuvre seraient posés, celui-ci se réserve le droit de les faire remplacer aux frais de l'entreprise titulaire.

Les matériaux ou produits utilisés devront être livrés emballés sur le chantier et les emballages devront comporter sans ambiguïté les mentions suivantes :

- Le nom du fabricant et le lieu de fabrication
- Les caractéristiques techniques générales
- Le classement de réaction au feu

#### 3.1.2 Contrôleur technique

Il sera désigné par le maître d'ouvrage, en fonction des travaux à réaliser.

Les entreprises devront fournir avant toute exécution, les études, notes de calculs, plans d'exécution des ouvrages en vue de leur vérification. Elles devront se conformer aux prescriptions du contrôleur technique sans supplément de prix.

Les entreprises devront fournir tous les P.V. nécessaires à l'établissement des rapports finaux.

#### 3.1.3 Coordonnateur sécurité

Il sera désigné par le maître de l'ouvrage, en fonction des travaux à réaliser.

Les entreprises devront se conformer aux prescriptions du coordonnateur et du Plan Général de Coordination, en conformité à l'article R.238 - 20 à 25 du décret 94.1159 du 26.12.1994.

Toutes les dispositions réglementaires prévues dans le code du travail sont estimées incluses dans les prix unitaires et englobant tous les frais d'installation, d'hygiène, nettoyages, sécurités collectives et éventuellement individuelles ainsi que les moyens matériels nécessaires à la réalisation des ouvrages.

#### 3.1.4 Coordonnateur SSI

Il sera désigné par le maître de l'ouvrage, en fonction des travaux à réaliser.

## **3.2 RECEPTION DES TRAVAUX**

### **3.2.1 Organisme de contrôle**

En fin de travaux et avant la mise en service, l'installation fera l'objet d'une vérification de conformité de la part d'un organisme agréé.

Un exemplaire complet des DOE devant être impérativement remis pour cette visite de contrôle ainsi que les documents d'autocontrôle obligatoires cités dans les lots concernés (exemple Gaz Médicaux).

Le titulaire devra mettre à disposition du bureau de contrôle, le personnel nécessaire pour effectuer ces contrôles et toutes les visites nécessaires. La mise à disposition du personnel ne pourra pas faire l'objet de demande de plus-values.

Tous les travaux de mise en conformité demandés lors de la réception des ouvrages par cet organisme seront à la charge du titulaire du lot et sans plus-value.

Tout document demandé par cet organisme (jeux de plans) sera établi sans plus-value. Ces documents seront approuvés par le maître d'œuvre.

### **3.2.2 Opérations préalables à la réception des travaux**

En plus de ces vérifications, l'établissement procédera aux opérations préalables à la réception des travaux. Pour ce faire, l'entreprise devra, au préalable, informer par courrier recommandé avec AR, que ces travaux sont terminés et qu'ils ont fait l'objet avec succès de tous les essais et autocontrôles. de l'établissement programmera à la suite de ce courrier, les dates des essais nécessaires aux opérations préalables de réception. L'entreprise devra obligatoirement y assister pendant tout le temps où cela sera nécessaire. Ces OPR se feront obligatoirement avec 1 exemplaire du projet de DOE visé par le maître d'œuvre.

Toutes les réserves pouvant être formulées feront l'objet d'un compte rendu réalisé par le maître d'œuvre et devront être levées conformément aux délais contractuels.

Après constatation de la levée de ces réserves, de l'établissement pourra prononcer la réception des travaux, sans réserve.

Cette date de réception sera le départ des garanties contractuelles de l'entreprise et du matériel.

## **3.3 FORMATION AUX UTILISATEURS**

Pour les lots Techniques une formation à destination des utilisateurs sera réalisée par chaque fournisseur éventuellement assisté du titulaire.

Ces formations comprendront 2 volets :

- Un volet théorique explicitant le principe de fonctionnement des équipements
- Un volet pratique permettant aux exploitants de manipuler les équipements.

## **3.4 CONTENU DES DOE**

Un projet de DOE devra être transmis au maître d'œuvre qui le visera puis le diffusera à l'exploitant pour avis. Les plans seront réalisés conformément à la charte graphique de l'établissement. Les remarques éventuelles seront transmises pour prise en compte.

Après validation sans remarques, les exemplaires prévus au marché seront reproduits et transmis.

Les DOE seront réalisés conformément aux prescriptions de l'établissement spécifiques aux DOE.

A titre d'information sont exigés notamment :

Plans de récolement :

- Les récolements des documents d'équipements existants impactés par les travaux du projet
- Pièces graphiques (plans d'implantation, plans de détail, etc...)
- Les synoptiques généraux
- Les schémas détaillés
- Les plans d'équipement
- Les notes de calculs
- Les analyses fonctionnelles
- ...

Essais et mise en service

- Les PV des contrôles et essais réalisés validés par le titulaire du lot et le maître d'œuvre
- Les PV de mise en service des équipements
- ...

Exploitation maintenance

- Les fichiers d'import conforme à la charte GMAO de l'établissement ou figureront :
  - N° d'identification de chaque équipement
  - La localisation de chaque équipement
  - Les caractéristiques de chaque équipement
  - Les gammes opératoires des opérations de maintenance préventive de chaque équipement
- Les programmes de formations et les fiches de présence
- Les PV de mise en service des équipements
- Les notices d'exploitation et de maintenance des équipements
- La nomenclature des matériels mis en œuvre avec les références associées
- La liste des pièces détachées à approvisionner pour les interventions de première urgence

<b>3.5 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DES TRAVAUX</b>
---------------------------------------------------------

Les locaux concernés seront directement accessibles depuis l'extérieur.

En outre, l'attention des entreprises est particulièrement attirée sur **les nuisances** résultant de l'exécution des travaux dans un établissement hospitalier.

Les titulaires devront prendre toutes les mesures, protections nécessaires, vis-à-vis des résidents/usagers/patients pour chaque intervention sur site.

**3.5.1 Alimentation du chantier**

Le Maître d'Ouvrage fournira l'eau et l'électricité.

L'entreprise devra le branchement provisoire de l'électricité depuis le tableau de protection indiqué par le Bureau d'Etude Interne.

Un point d'eau sera laissé à disposition de l'entreprise pour l'alimentation du chantier.

**3.5.2 Sécurité hygiène**

**Chaque zone de chantier sera isolée des locaux utilisés par les visiteurs afin de répondre à l'article GN13 du règlement de sécurité incendie et au règlement d'hygiène et de protection des patients contre les maladies nosocomiales.**

Ces travaux sont classés à « risques élevés » selon la grille d'évaluation établie par le CLIN Sud –Ouest. Les mesures correspondantes (voir fiche CLIN jointe au présent dossier) devront être respectées.

Elles sont essentiellement liées à la propreté de celui-ci, et ce durant toute la durée de l'opération.

Un protocole d'exécution des travaux a été mis en place avec les services d'hygiène du C.H.U.

La zone de travaux sera isolée du reste du bâtiment par un **cloisonnement étanche** qui ne sera déposé qu'une fois toutes les tâches terminées. Lors de la construction de ce cloisonnement toute émission de poussière sera empêchée. D'autre part les locaux seront mis en dépression (lot CVC) pendant la durée des travaux.

**Un soin extrême sera porté à la réalisation des cloisons séparatrices du service en activité.** Il est en outre rappelé qu'elles doivent satisfaire à l'article GN 13 du règlement de sécurité incendie, traitement des E.R.P. et elles doivent être, CF 1H (donc étanches aux gaz).

**Des prélèvements d'air seront effectués** par les services d'hygiène de l'établissement afin de contrôler l'efficacité des mesures de protection mises en place ; **les cloisons mal étanchées seront à re-jointer ou même à refaire immédiatement sur ordre du Moe ou cadre du service.**

Un représentant du Maître d'Ouvrage s'assurera par sa présence continue (durant la présence des entrepreneurs) sur le chantier du parfait respect de ces contraintes d'isolement du chantier.

Toutes précautions seront prises pour limiter les nuisances résultant de l'exécution des ouvrages. Le Maître d'Œuvre aura toute liberté pour ordonner les mesures qui lui sembleront nécessaires pour réduire au maximum les inconvénients prévisibles (bruits, trépidations, poussières, passages, etc...)

Les consignes de sécurité en vigueur dans les établissements engendreront des contraintes spécifiques de travail et de relations avec les services de sécurité de l'hôpital ; elles sont écrites dans les annexes n°1 à 4 du C.C.T.P. **situées à la fin de ce C.C.T.P.**

L'accès au chantier sera exclusivement possible par l'entrée créée en façade.

Les titulaires seront particulièrement vigilants au risque amiante potentiellement présent sur les sites d'intervention. Pour ce faire, ils se référeront systématiquement au Dossier Technique Amiante de l'établissement.

### **3.5.3 Nuisance et propreté**

L'attention des intervenants est particulièrement attirée sur les nuisances résultant de l'exécution des travaux dans un environnement médical.

Il est rappelé à tous les participants à l'opération les **conditions particulières de propreté** dans lesquelles doit se dérouler ce chantier. Tout manquement entraînera suivant les dispositions du CCAP :

- Le **renvoi de l'intervenant fautif**, après mise en demeure du Maître d'Ouvrage ou de son représentant, les responsables des divers intervenants devront sensibiliser leur personnel au problème lié à la **parfaite propreté du chantier**.
- **L'application des pénalités sera immédiate et sans préavis après mise en demeure par courriel dans un premier temps, puis par courrier RAR.**

Toutes précautions seront prises pour limiter au maximum les nuisances résultant de l'exécution des ouvrages.

Pour chaque intervention, l'entreprise devra être en possession d'un aspirateur équipé d'un filtre HEPA, dans le cas contraire, elle ne sera pas autorisée à travailler (non contraint à cette consigne, les lots 15-16-18).

L'entreprise devra un nettoyage journalier du chantier en fin de journée : balayage pour les gravats et aspiration de la poussière avec aspirateur avec filtre HEPA. Dans le cas d'interventions qui génèrent beaucoup de poussière, les zones de passage seront nettoyées au fur et à mesure pour éviter les propagations à l'intérieur et à l'extérieur du chantier.

Le Maître d'Œuvre aura toute liberté pour ordonner les mesures qui lui sembleront nécessaires pour réduire au maximum les inconvénients prévisibles (bruits, trépidations, poussières, passages, etc.).

Certain service étant fermé durant les fêtes de fin d'année, l'entreprise prévoira de continuer les travaux durant cette période.

Certains travaux bruyants (utilisation de marteaux piqueurs, compresseurs, etc.) pourraient n'être possibles qu'à certaines heures (de 14H00 à 17H00 par exemple) ; le chiffrage devra tenir compte de ces conditions.

Les horaires seront précisés lors de l'élaboration du planning de l'opération.



L'entrepreneur utilisera le matériel le plus silencieux possible.

Il sera préféré aux outils à chocs, des matériels de **sciage ou de carottage** ; le chiffrage devra tenir compte de ces conditions.

L'entrepreneur précisera dans son offre le matériel qu'il prévoit utiliser pour l'exécution de ces travaux et pour le charroi des gravats en découlant.

L'accès des montes malades et des montes personnes reliant les services de soins est **formellement interdit** (même après leur adaptation aux normes), seuls les monte-charges pourront être utilisés, après mise en place de protections suivant les directives du MOe.

Chaque corps d'état a, à sa charge l'évacuation de ses gravois par le cheminement prévu à cet effet vers les bennes, zone de stockage prévues à cet effet, ou évacuation immédiate par camion.

Aucun gravois ou détritux ne doit rester stocké sur le chantier plus de 2 jours.

L'évacuation des gravois se fera de préférence en continu dans la journée et en fin de journée.

Tous les soirs le chantier sera nettoyé par un balayage réalisé, à tour de rôle, fixé impérativement de façon journalière par le pilote ou surveillant du Maître d'Ouvrage.

Un balayage de **type humide et effectué à la serpillière** sera réalisé au moins **deux fois par semaine** sous l'autorité du mandataire.

Un tapis pelable sera maintenu et entretenu à l'entrée des zones de chantier.

La mise en place de draps de réforme fournis par le CHU seront, à la demande du MOe positionnés de part et d'autre de l'accès au chantier, un drap côté chantier devra être humidifié tout au long de la journée à l'aide d'un pulvérisateur fourni par l'entreprise, un drap sec côté extérieur au chantier pour se frotter et sécher les chaussures. Les roues des chariots, devront être dépoussiérées avant d'emprunter les circulations. **Ces consignes doivent être respectées impérativement.**

#### **3.5.4 Evacuation des gravats**

Les gravois seront évacués du service dans des sacs soigneusement fermés, ou dans des chariots bâchés

L'entreprise devra, **durant toute la durée du chantier**, évacuer les déchets et gravois du groupement dans des bennes, ou bigbags, puis vers la décharge publique où un **tri sélectif** lui sera demandé et dont il tiendra compte dans son offre de prix ; il effectuera le balayage nécessaire des abords des bennes pour les maintenir en état de propreté satisfaisant.

La propagation dans l'atmosphère des poussières lors du remplissage des bennes sera obligatoirement maîtrisée (bâchage...).

Si ce nettoyage n'était pas effectué, le Maître d'Œuvre, après une injonction par courriel, puis couchée sur le compte rendu hebdomadaire, le fera exécuter par une entreprise de son choix et le déboursé lui en sera retenu sur situation.

#### **3.5.5 Installation de chantier**

Mise à disposition des toilettes par de l'établissement U localisation au cas par cas.

Un espace dans le chantier sera utilisé en tant que vestiaires et réfectoire pour les ouvriers des chantiers.

L'installation de chantier lorsqu'elle est prévue est à la charge du lot Gros œuvre ou du lot VRD et devra rester en place durant la durée totale du chantier.

L'entreprise en charge de l'installation chantier devra la mise en œuvre de panneaux indicateurs de chantier et les panneaux de « Chantier interdit ... »

L'enlèvement de l'ensemble des installations de chantier et la remise en état de la zone et de ses abords sera à la charge de chaque entreprise.

### **3.5.6 Horaires**

Le travail est prévu sur le chantier pendant la présence des équipes de sécurité de l'établissement sur le site. Les travaux hors heures ouvrées seront réalisés conformément aux dispositions du CCAP

Pour des raisons d'encombrement des voiries du site, les gravats seront évacués tôt le matin (Avant 7 heures) ou en fin de soirée (après 19 heures)

Les livraisons seront programmées tôt le matin (Avant 7 heures) ou en début de soirée (après 19 heures)

Les travaux bruyants ne pourront se réaliser que selon des horaires planifiés.

### **3.5.7 Sécurité technique**

Afin de pouvoir intervenir en toute sécurité sur les réseaux électrique, eau, gaz,...situés dans l'emprise du projet, les entrepreneurs devront faire demander par l'intermédiaire du Maître d'œuvre de l'opération, la mise hors tension ou hors pression, des réseaux sur lesquels ils prévoient d'intervenir.

Cette demande devra être transmise au service technique de l'hôpital **10 jours** avant la date envisagée, et 40 jours pour le lot Gaz médicaux après validation du mode opératoire de chaque intervention à établir par les titulaires.

## **3.6 SECURITE INCENDIE**

### **3.6.1 Conditions particulières de réalisation des travaux**

Les consignes de sécurité en vigueur dans l'établissement engendreront des contraintes spécifiques de travail et de relations avec les services de sécurité de l'hôpital ; elles sont écrites dans les annexes **situées à la fin du présent dossier**.

### **3.6.2 Permis feu**

Ils seront demandés une semaine avant toute intervention à risque par le chef de chantier, établis par le représentant du Maître d'œuvre et le service de sécurité et déposés auprès de ce service de sécurité de l'établissement.

Les consignes concernant les procédures à respecter seront indiquées sur le CR N°1 de chantier.

### **3.6.3 Interdiction de fumer**

Il est formellement interdit de fumer sur le chantier déclaré « zone non fumeur ».

Les appareils de TSF pouvant déranger le repos des patients voisins du chantier sont interdits.

## **3.7 ELEMENTS DE FIXATION**

La fixation de charges sur la paroi ou sur les planchers, posées ou suspendues, (chevillages ou scellements) est à charge de L'ENTREPRISE QUI LES MET EN ŒUVRE ;

Les entreprises devront avant leur remise de prix s'assurer de la qualité des supports (parois et plafonds ou planchers) sur lesquels elle devra fixer ses ouvrages ;

Il ne sera pas admis de travaux supplémentaires pour ces prestations découlant des règles de l'art.

La fixation de charges sur la paroi ou sur les planchers (chevillages ou scellements) est à charge de l'entreprise qui les met en œuvre ;

Le moyen choisi par elle, sera adapté à la dimension de l'objet à tenir, à son poids, à la charge qu'il est susceptible de porter et à la nature et à l'état de la paroi ou du plafond support ;

L'entrepreneur fournira au poseur de cloisons les indications pour la position des renforts à placer dans celle-ci et l'informera des précautions à prendre pour que la solidité de l'ensemble cloison-objet ou plafond-objet soit assurée.

Tous les moyens de liaison pourront être utilisés sans supplément au devis : clouage, chevilles PVC, chevilles métalliques expansives hautes performances, scellements traditionnels au mortier à prise rapide ou au plâtre, collages aux époxydes scellements chimiques aux résines, sur tous matériaux rencontrés ;

Les chevilles, les vis adaptées, les crampons, les suspentes, cheminements, connecteurs, platines, et autres moyens de mise en œuvre, de liaison et de support adaptés seront utilisés sans supplément de prix.

Les ossatures primaires utiles de paroi à paroi, posées horizontalement ou verticalement, du type, par exemple, Still Prim 100 ou barres d'aluminium ou d'acier en I profil du commerce, ou toute autre solution, feront aussi partie intégrante de l'offre de base lors de la pose des faux plafonds, de contre cloisons ou de mise en place de tous autres ouvrages de métallerie, de plomberie, d'électricité, où ils seront utiles.

Les entreprises devront avant leur remise de prix s'assurer de la qualité des supports (parois et plafonds ou planchers) sur lesquels elles devront fixer leurs ouvrages ;

Si des prestations particulières, coûteuses devaient être mises en œuvre l'entreprise en tiendra compte dans son offre et pourra le faire apparaître dans sa remise de prix ; il ne sera pas admis de travaux supplémentaires pour ces prestations découlant des règles de l'art.

### 3.8 INTERVENTIONS SUR LES RESEAUX DE L'HOPITAL

**Les entrepreneurs ne sont pas autorisés** sans avoir au préalable l'aval des Services Techniques de l'établissement à procéder à des coupures, mises hors tension, raccordements sur les réseaux existants de l'établissement.

Les entrepreneurs seront soucieux de ne pas endommager par leurs interventions les réseaux et circuits en fonctionnement de l'hôpital dans les secteurs voisins en activité (mise en danger des malades)

Les entreprises devront avertir le maître d'œuvre de leurs besoins en matière de raccordement aux réseaux de l'établissement dans des délais compatibles avec le déroulement des travaux (voir 3.5.7)

### 3.9 INTERVENTIONS OU ACCES PARTICULIERS

Tous les entrepreneurs utiliseront le matériel le plus silencieux possible.

Il sera préféré aux outils à chocs des matériels de **sciage ou de carottage**.

Toutes les entreprises devront avertir le maître d'œuvre et le Maître de l'ouvrage de la probabilité de travaux bruyants au moins 10 jours avant l'intervention envisagée en réunion de chantier afin qu'il puisse en informer les services de soins et administratifs de l'hôpital et les patients.

### **3.10 LIMITES D'INTERVENTION**

Tous les travaux et installations (pour tous les corps d'état) seront conformes aux normes et avis techniques en vigueur à la date de remise des offres avec notamment :

- les Documents Techniques Unifiés (D.T.U.), les règles de calcul, les fascicules des avis techniques (ATec), « exemples de solutions et solutions techniques », « certifications, classements, agréments », du C.S.T.B., y compris leurs cahiers des clauses techniques qui définissent les prestations.
- les normes UTE et ESE
- les règlements de sécurité relatifs aux établissements recevant du public

Les dispositions réglementaires concernant les installations, constructions, équipements figurant dans les documents de référence ne sont donc pas reprises dans le présent C.C.T.P. qui ne définit que des besoins.

L'entrepreneur ne saurait s'en prévaloir pour expliquer un oubli et demander un supplément.

A titre d'exemple : ne sont pas précisées dans le lot électricité les liaisons équipotentielle, les couleurs des conducteurs, la hiérarchie des protections, les mises à la terre, etc...

Ces prestations relevant de la réglementation permettant la conformité de l'installation et par là même sa réception par le contrôleur technique.

**NOTICE DE SECURITE À L'ATTENTION  
DES ENTREPRISES EXTERIEURES**

**OBLIGATIONS GENERALES**

**Identification des agents**

Chaque agent de l'entreprise doit être facilement identifiable : la tenue de travail comporte systématiquement le nom de l'entreprise, un badge rappelle le nom de l'entreprise, et le nom de l'agent.

**Prévention des accidents et équipements**

L'entreprise :

- prend toutes les précautions pour éviter les accidents avec les usagers du site.
- prépare correctement son chantier afin d'intégrer la prévention des risques d'accidents du travail et d'améliorer les conditions de travail de son personnel, conformément à la législation en vigueur.

Le personnel sera équipé pour travailler de protections individuelles tels que chaussures de sécurité, gants, éventuellement casques, lunettes, ... Il aura en sa possession tout l'outillage et le matériel nécessaires à la réalisation des travaux demandés.

**N.B. : Des équipements et matériels complémentaires peuvent être exigés par le Maître d'œuvre et/ou le Service Sécurité Incendie du site.**

Dans le cas où le maître d'Oeuvre se trouve en présence d'une situation dangereuse pour les ouvriers ou les usagers (matériels non conformes, consignes non respectées ...), il a plein pouvoir pour arrêter le chantier après consultation du Service Sécurité Incendie, et ce, jusqu'à la disparition de l'anomalie.

Le responsable de l'entreprise est immédiatement informé de la situation.

**CONSIGNES SPECIFIQUES AU SITE**

**Stationnement**

Sont autorisés à stationner dans l'enceinte de l'Hôpital les véhicules de chantier uniquement. Ils ne doivent cependant pas gêner l'exploitation et la circulation sur le site : voies pompiers, emplacements réservés, ... Tout véhicule gênant sera évacué par la fourrière.

Les véhicules personnels stationnement systématiquement à l'extérieur.

**Horaires de travail**

Les horaires de travail s'intègrent obligatoirement dans la tranche horaire fixée ci-après sauf exception définie au cahier des charges particulier de la consultation ou du bon de commande: **7H30 à 17h30**

**Consignes à suivre sur le chantier**

- **Stocker** uniquement les matériaux et matériels nécessaires pour la journée de travail
- **Nettoyer** et fermer chaque soir le chantier
- **Interdiction formelle de fumer sur le chantier**
- **Prévenir** systématiquement le service sécurité incendie avant toute intervention sur le système sécurité incendie.
- **Etablir un permis de feu pour tous les travaux par point chaud ou dégagement de poussière.**

**Procédure « Permis de feu »**

1. Le responsable de la Société, devant réaliser un travail par point chaud ou dégagement de poussière doit faire la demande auprès du Moe d'un permis de feu une semaine à l'avance.
2. L'exemplaire est rempli par le Maître d'œuvre, **durée de validité : 1 semaine.**

**Pour les sites de Ranqueil & Larrey**

- Le PDF est retourné au Service Sécurité Incendie le vendredi de la semaine précédent l'intervention, par le Maître d'œuvre.
- Le lundi, l'intervenant extérieur doit se rendre au PC sécurité pour compléter le PDF avec l'Agent de Sécurité Incendie.
- Une fois le PDF signé par les deux parties, l'intervenant peut commencer son intervention.

- En fin de journée, lorsque l'intervenant quitte le chantier, il doit contacter le PC sécurité pour signaler son départ.
- Les autres jours de la semaine, l'intervenant doit prévenir le PC sécurité de son arrivée sur le chantier, ainsi que de son départ.

Pour le site de Purpan

- Le PDF est fourni par le Moe à l'intervenant.
- Le jour de l'intervention, l'intervenant extérieur doit contacter le PC sécurité pour demander à ce qu'un Agent de Sécurité Incendie se déplace sur le chantier pour compléter le PDF.
- Une fois le PDF signé par les deux parties, l'intervenant peut commencer son intervention.
- En fin de journée, lorsque l'intervenant quitte le chantier, il doit contacter le PC sécurité pour signaler son départ.
- Les autres jours de la semaine, l'intervenant doit prévenir le PC sécurité de son arrivée sur le chantier, ainsi que de son départ.

N° de téléphone PC Rangueil : 05 61 32 27 50

N° de téléphone PC Larrey : 05 67 77 14 40

N° de Téléphone PC Purpan : 05 61 77 96 07

**NOTE IMPORTANTE :**

**Au cours de la réunion préparatoire de chantier, la présente notice est systématiquement diffusée, par le représentant du maître d'Œuvre, aux responsables des entreprises. Chaque responsable s'engage ensuite à informer l'ensemble de son personnel, devant intervenir au sein des Hôpitaux, des consignes à respecter. Dans le cas où un intervenant ne respecterait pas ces consignes, et déclencherait l'alarme incendie, une pénalité lui serait alors appliquée.**

HOPITAUX DE TOULOUSE

ATTESTATIONS DE MISE EN OEUVRE

COMPORTEMENT au FEU  
des MATERIAUX et des ELEMENTS de CONSTRUCTION

1 - ENTREPRISE :

2 - CHANTIER CONCERNE : (Localisation précise)

3 - DENOMINATION COMMERCIALE DES ELEMENTS MIS EN OEUVRE :

4 - CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DES ELEMENTS MIS EN OEUVRE :

5 - POSITIONNEMENT SUR CHANTIER :

6 - PIECES JUSTIFICATIVES : Note de calcul / P.V. d'essais / Avis Technique ☐  
*Joindre les pièces justificatives à la présente.*

*Nous certifions que nous avons posé les matériaux ou les éléments de construction conformément aux pièces justificatives*

*Nom et Signature du  
Nom et Signature du  
représentant de l'entreprise  
maître d'œuvre*

*Cachet de l'entreprise*

\* **Rayer les mentions inutiles**

## ATTESTATIONS DE MISE EN OEUVRE

Rappel des éléments de construction devant faire l'objet d'une attestation de mise en œuvre

- |                                                  |                                                         |
|--------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|
| <input type="checkbox"/> Revêtements muraux      | <input type="checkbox"/> Calorifuges                    |
| <input type="checkbox"/> Revêtements de sols     | <input type="checkbox"/> Gros mobiliers                 |
| <input type="checkbox"/> Faux plafonds           | <input type="checkbox"/> Extracteurs résistants au feu  |
| <input type="checkbox"/> Cloisons                | <input type="checkbox"/> Vitrage                        |
| <input type="checkbox"/> Portes coupe feu        | Panneaux translucides                                   |
| <input type="checkbox"/> Exutoires de fumées     | <input type="checkbox"/> Rideaux, toitures              |
| <input type="checkbox"/> Dispositifs d'ouverture | <input type="checkbox"/> Sièges                         |
| <input type="checkbox"/> Volets coupe feu        | <input type="checkbox"/> Peintures                      |
| <input type="checkbox"/> Clapets coupe feu       | <input type="checkbox"/> Isolants thermiques, phoniques |
| <input type="checkbox"/> Gaines                  | <input type="checkbox"/> Divers                         |
| <input type="checkbox"/> Conduits                |                                                         |

### Recommandations importantes :

**1 - Cocher la case de l'élément concerné par l'attestation.**

**2 - Rédiger une attestation par élément mis en oeuvre.**

**3 - Remettre un ensemble attestation et pièces justificatives aux :**

- Service Sécurité Incendie pour annexe au REGISTRE de SECURITE
- Maître d'Oeuvre de l'opération
- Contrôleur technique



## CHAPITRE 6. ANNEXE 3 : ECLAIRAGE DE SECURITE

☐ Ajout

## ❑ Remplacement

[illegible]

- (1) Joindre le plan de repérage avec l'implantation exacte

- (2) Joindre pour chaque type :

- la fiche technique (caractéristiques)
- la notice d'emploi
- la notice d'entretien

qui sont annexés au registre de sécurité (Article EC 15 § 6 du règlement de sécurité).

**Nombre total de pièces jointes :**

Toulouse, le

**nom et Signature du Maître d'Oeuvre  
ou de son représentant**

Fiche à retourner à : Service Sécurité des Hôpitaux

## CHAPITRE 7. ANNEXE 4 : ATTESTATION DE RESTITUTION DU DEGRE DE RESISTANCE AU FEU

Je soussigné : .....

Entreprise : .....

Services Techniques du

Site Hospitalier de :

déclare avoir procédé au percement de :

☐ La cloison      ☐ Du mur      ☐ Du plancher      ☐ Du plafond

Situé entre la pièce : ..... N° .....

du service de : ..... au : ..... étage du bâtiment : .....

et la pièce : ..... N° .....

du service de : ..... au : ..... étage du bâtiment : .....

☐ Je me suis renseigné sur le degré coupe-feu de cette structure qui est répertoriée :

☐ Pare-flamme 1/2 heure

☐ Pare-flamme 1 heure

☐ Coupe-feu 1/2 heure

☐ Coupe-feu 1 heure

☐ Coupe-feu 1 heure 1/2

☐ Coupe-feu 2 heures

☐ J'ai procédé à la restitution du degré coupe-feu de cette structure selon les articles C0 30 à 33 du règlement de sécurité, en utilisant :

.....

.....

.....

(joindre la copie de la notice du produit utilisé, précisant ses capacités de restitution de degré de résistance au feu).

Fait à TOULOUSE, le ..... Signature